

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

## **Bibliographie**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 85 (1944), p. 138-144

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1944\\_\\_85\\_\\_138\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1944__85__138_0)

© Société de statistique de Paris, 1944, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

## VIII

### BIBLIOGRAPHIE

---

*De l'Utilité, contribution à la théorie des choix*, par René Roy, Librairie Hermann, Paris, 1943.

Dans la collection des *Actualités scientifiques et Industrielles*, M. Roy, ingénieur en-chef des Ponts et Chaussées, a fait paraître, il y a quelques mois, un ouvrage intitulé : « De l'Utilité ».

La contribution qu'il apporte à la théorie des choix est très remarquable en ce sens, qu'à la faveur de transformations analytiques, il précise certaines notions théoriques du problème et permet de substituer aux variables abstraites, d'autres variables, saisissables à l'observation. Ainsi, pour la première fois, le pont est-il jeté entre cet édifice abstrait de la théorie des choix et l'emploi des méthodes et matériaux que l'observation statistique met à notre disposition.

Dans la première partie, M. Roy résume la théorie des choix telle que nous l'ont transmise ses fondateurs, en faisant largement appel à l'interprétation géométrique, ce qui revient à représenter un complexe de biens de quantités  $q_1, q_2, \dots, q_n$  mis à la disposition d'un consommateur par un vecteur  $\bar{Q}$  dans un hyper-espace à  $n$  dimensions.

Tout consommateur mis en présence de deux complexes sera toujours capable, à un instant donné, de dire s'il préfère l'un des deux ensembles ou si le choix entre les deux lui est indifférent. Il est donc possible de définir une succession de complexes infiniment voisins les uns des autres par le vecteur qui décrit une *surface d'indifférence*.

A tout complexe, répond un certain « niveau d'existence », et à toute surface d'indifférence correspond un même niveau d'existence. En désignant par  $U(q_1, q_2, \dots, q_n) = C^t$  l'équation de cette surface, on définit une *fonction d'utilité*.

Celle-ci échappe à toute mesure et le seul but qu'on peut lui assigner se réduit du « repérage » de cette grandeur. Cette fonction d'utilité présente un certain nombre de propriétés. En particulier, si l'on admet l'existence de dérivées partielles du premier ordre telles que  $u_i = \frac{\partial U}{\partial q_i}$ , chaque dérivée représente le *degré final d'utilité* du bien de rang  $i$ . Sous forme différentielle, l'*utilité finale* est l'accroissement  $\Delta U = u_i \Delta q_i$  qui résulte d'une variation très petite de  $q_i$ .

D'une manière générale, la différentielle de l'utilité totale est de la forme  $dU = \sum u_i d q_i$ .

On peut ainsi faire correspondre à cette expression dans l'hyper-espace, deux vecteurs  $\bar{u}$  et  $\bar{dQ}$  tel que  $dU = \bar{u} \cdot \bar{dQ}$  c'est-à-dire que  $dU$  représente le produit vectoriel de  $\bar{u}$  et  $\bar{dQ}$ . Sur toute la surface d'indifférence,  $dU = 0$ , et, le vecteur  $\bar{u}$  est normal à la surface d'indifférence qui passe par son origine.

Jusqu'ici, nous n'avons fait aucune allusion aux éléments économiques qui guident le consommateur dans son choix. Ces éléments sont constitués, par les *prix* des divers biens, ainsi que par les ressources caractérisées par un *revenu* en monnaie.

La valeur en monnaie de la quantité  $q_i$  de marchandise au prix  $p_i$  étant  $p_i q_i$  la valeur du complexe  $\bar{Q}$  aura pour expression

qu'on appelle l'équation de budget. On peut alors faire correspondre, dans l'hyper-espace déjà envisagé, un nouveau vecteur  $\bar{P}$  tel que  $r = \bar{P} \cdot \bar{Q}$  représente le produit vectoriel de  $\bar{P}$  et de  $\bar{Q}$ .

Pour notre consommateur, ces prix constituent des données objectives du problème du choix, données qui influencent la manière dont il distribue son revenu entre les divers biens.

Ceci signifie que le complexe  $\bar{Q}$  est tel :

- 1° Que la fonction d'utilité  $U$  reste maximum;
- 2° Que les prix et quantités sont liés par l'équation de budget. Ceci entraîne, par différentiation, les deux égalités suivantes :

$$(1) \quad dU = \bar{u} \cdot d\bar{Q} = 0$$

$$(2) \quad dr = \bar{P} \cdot d\bar{Q} = 0 \text{ (puisque le système de prix est invariable).}$$

Géométriquement, les deux vecteurs  $\bar{u}$ , et  $\bar{P}$  sont donc parallèles; ceci conduit à écrire les équations générales d'équilibre, sous la forme :

$$(3) \quad \frac{u_1}{p_1} = \frac{u_2}{p_2} = \dots = \frac{u_n}{p_n} = (\text{constante}) \frac{\omega}{1}$$

$$(4) \quad r = \sum p_i q_i$$

elles établissent une relation de proportionnalité entre les prix, données objectives et les utilités finales, données subjectives, liées à la personne du consommateur.

Ces équations remarquables définissent alors un *complexe adapté* à la situation des prix et du revenu, caractérisé par le vecteur-prix  $\bar{P}$  et la valeur de  $r$ .

La constante  $\omega$  est couramment désignée par les économistes : « degré final d'utilité en monnaie. » Or, la marchandise dont le prix est égal à 1 est précisément la monnaie par définition, telle est la raison de cette appellation.

Géométriquement, les équations générales d'équilibre traduisent ce fait, que l'équation de budget, qui représente un *plan* de l'hyper-espace est tangent à la surface d'indifférence  $U(q_1, q_2, \dots, q_n) = 0$  à l'extrémité du vecteur  $\bar{Q}$ .

La contribution de M. Roy aux théories classiques de l'économie mathématique est donc déjà appréciable par la rigueur et la simplicité des démonstrations qu'apporte la notion de vecteur dans le *champ de choix* de l'hyper-espace.

Jusqu'ici, « la théorie des choix, c'est-à-dire la définition d'un optimum répondant aux goûts individuels et aux obstacles rencontrés pour les satisfaire, se présente à nous comme un édifice de caractère abstrait ». Aussi, M. Roy se propose-t-il dans les autres chapitres « d'accorder la théorie avec les exigences qu'affirme le développement de l'Économétrie, c'est-à-dire parvenir à la détermination d'éléments numériques et même d'effectuer la mesure de certaines grandeurs économiques ».

Dans ce but, M. Roy, au lieu de conserver l'équation de la surface d'indifférence sous forme ponctuelle, recherche son expression en coordonnées tangentielles. Or, nous savons que le plan de budget doit être tangent, à l'extrémité du vecteur  $\bar{Q}$ , à la surface d'indifférence passant par ce point. Les coordonnées tangentielles  $p_1, p_2, \dots, p_n, r$ , de ce plan satisfont donc à l'équation tangentielle de la surface d'indifférence qui passe par  $\bar{Q}$ , soit :

$$\Phi(p_1, p_2, \dots, p_n, r) = U(\bar{Q}).$$

Cette expression est importante, elle exprime que le *niveau d'existence d'un consommateur est une fonction des prix et du revenu*.

D'autre part, l'équation tangentielle du plan de budget s'exprime par la relation :

$$p_1 q_1 + p_2 q_2 + \dots + p_n q_n - r = 0.$$

dont les coefficients sont ici :  $q_1, q_2, \dots, q_n, -1$ .

Enfin, la condition de tangence revient à dire que le plan tangent à la surface d'indifférence est parallèle au plan de budget, ce qui s'exprime par les  $n$ , relations suivantes :

$$(5) \quad \frac{\varphi_1}{q_1} = \frac{\varphi_2}{q_2} = \dots = \frac{\varphi_n}{q_n} = \frac{\varphi_n}{-1} = -\varphi_n.$$

en désignant par  $\varphi$  les dérivées partielles du premier ordre de la fonction  $\Phi(p_1, p_2, \dots, p_n, r)$ .

Ces relations associées à l'équation de budget donnent les  $n + 1$  coordonnées homogènes du plan cherché. Telles sont les nouvelles *équations d'équilibre* en coordonnées tangentielles, qui ont été trouvées par M. Roy. Si l'on considère la dérivée partielle  $\varphi_r$  de  $\Phi$  par rapport au revenu  $r$ , soit  $\varphi_r = \frac{\partial \Phi}{\partial r}$ , les prix étant supposés constants, l'accroissement d'utilité totale pour un accroissement infiniment petit du revenu  $dr$  est :

$$(6) \quad dU = d\Phi = \varphi_r dr.$$

Le coefficient  $\varphi_r$  apparaît donc tout naturellement sous cette forme comme le *degré final d'utilité du revenu en monnaie*, et, l'on démontre facilement que  $w = \varphi_r$  à partir des égalités (1), (3) et (6). Mais cette identité n'est vraie que dans le cas d'un complexe adapté, c'est-à-dire dans le cas où le consommateur est capable de trouver par son choix une satisfaction optima.

Les derniers chapitres font intervenir les prix réels et le revenu réel.

Il est en effet intéressant de remarquer que la multiplication par un même coefficient de tous les prix  $p$ , et du revenu  $r$  qui figurent dans l'équation de budget ne modifie pas la position du point d'équilibre sur la surface d'indifférence. Ce qui se traduit en écrivant l'équation de budget sous la forme particulière :

$$\frac{p_1}{r} q_1 + \frac{p_2}{r} q_2 + \dots + \frac{p_n}{r} q_n - 1 = 0.$$

De ces conditions, l'utilité totale ne dépend plus que des  $n$  rapports  $\frac{p_i}{r}$  et a pour expression :

$$U = \psi \left( \frac{p_1}{r}, \frac{p_2}{r}, \dots, \frac{p_n}{r} \right)$$

Dans le cas général où les prix varient d'une manière quelconque, l'utilité totale est une fonction du vecteur par  $\bar{P}$  et du revenu  $r$ , nous l'écrivons  $U(\bar{P}, r)$ . Si  $r$  est constant, il est possible de définir géométriquement un vecteur  $\bar{Z}$ , *parallèle au vecteur initial  $\bar{P}_0$*  et de plus *équivalent* au vecteur  $\bar{P}$ , c'est-à-dire *tel que l'utilité totale reste inchangée par cette substitution*. Nous pouvons donc écrire :  $U(\bar{P}, r) \equiv U(\bar{Z}, r)$ . D'autre part  $\bar{Z}$  et  $\bar{P}_0$  étant parallèles, il existe un nombre positif  $z$  tel que  $Z = z \bar{P}_0$ ,  $z$  est l'*indice des prix* de la situation  $\bar{Z}$  par rapport à la situation de base  $\bar{P}_0$ .

L'expression de l'utilité totale peut alors se réduire à une fonction du revenu réel  $\rho = \frac{r}{z}$  en écrivant successivement

$$U = \psi \left( \frac{\bar{P}}{r} \right) = \psi \left( \frac{z \bar{P}_0}{r} \right) = \psi \left( \frac{\bar{P}_0}{\rho} \right) = \Omega(\rho).$$

C'est cette dernière forme  $\Omega(\rho)$  qui est retenue dans les applications statistiques; elle exprime que *le niveau d'existence du consommateur n'est fonction que du revenu réel*.

M. Roy qui est l'auteur de cette définition d'un indice individuel fondé sur la *notion d'équivalence* fait remarquer que, par sa construction vectorielle, l'indice de prix se trouve lié à la situation initiale  $\bar{P}_0$ . Il le démontre analytiquement et retrouve la forme à poids variables qui a été donnée par M. Divisia pour l'indice monétaire :

$$\frac{dz}{z} = \frac{\sum q dp}{\sum p q}.$$

Une forme homologue, pour le revenu réel, peut être trouvée par la même transformation et conduire à la relation :

$$\frac{d\rho}{\rho} = \frac{\sum p dq}{\sum p q} \quad (1).$$

La réduction de l'utilité totale à une fonction du revenu réel permet de faire appel aux données concrètes (prix et revenus individuels) de l'observation, tandis que la conception première ne faisait intervenir que les quantités et individuellement toutes ces quantités. D'autre part, si l'on divise la population des consommateurs en plusieurs groupes suffi-

(1) Voir à ce sujet la note complémentaire, p. 134, qui a été rédigée par l'auteur.

samment homogènes, il devient possible de donner un sens statistique aux résultats de l'observation en attachant aux valeurs moyennes un intervalle de confiance. Mais l'utilité elle-même, au sens psychologique, semble difficilement saisissable, c'est une fonction inconnue  $V = f(U)$ , croissante, qui cependant appelle une certaine analogie avec la loi de Weber-Fechner, liant l'intensité d'une sensation à celle de l'excitation qui l'a provoquée. En réalité, le revenu réel n'est qu'un indice situé sur l'échelle des repères des différents niveaux d'existence et « nous nous trouvons en présence d'une situation analogue à celle où se trouvait la température avant l'avènement de la thermodynamique ».

Le dernier chapitre : « Aspect quantitatif de l'utilité » indique les quelques observations statistiques qui ont été faites, dans le cas de biens indépendants, pour saisir les valeurs numériques de quelques caractéristiques.

Pour cela, on démontre d'abord que l'utilité finale du revenu réel en monnaie  $\omega(\rho) = \frac{d\Omega(\rho)}{d\rho}$  est égal au rapport commun  $\frac{u}{z}$  obtenu en divisant par l'indice des prix  $z$  tous les dénominateurs de l'égalité (3). Les prix réels étant désignés par  $\pi$  on a les égalités :

$$\frac{u_1}{\pi_1} = \frac{u_2}{\pi_2} = \dots = \frac{u_n}{\pi_n} = \omega(\rho)$$

Cette relation générale :  $\frac{u(q)}{\pi} = \omega(\rho)$ , fonction de trois variables,  $q$ ,  $\pi$ ,  $\rho$ , définit une surface de consommation, les sections parallèles aux plans de référence permettent d'obtenir trois familles de courbes de niveau (courbes de demandes, courbes d'Engel, courbes isoquantes). Ragnar Frisch et Irving Fischer ont porté leurs investigations sur les courbes isoquantes :  $u(q_0) = C^{\text{te}}$  car elles donnent, à partir d'une marchandise déterminée le degré final d'utilité de la monnaie, grandeur qui commande la détermination de toutes les autres.

M. R. Frisch, d'autre part, a utilisé comme critère indépendant du lieu et du temps, la notion de flexibilité de la monnaie définie comme le rapport des différentielles logarithmiques du degré final d'utilité et du revenu réel :

$$f = \frac{dL}{dL} \frac{\omega}{\rho} = \frac{\frac{d\omega}{\omega}}{\frac{d\rho}{\rho}} = \frac{\omega'}{\omega} \rho.$$

cette grandeur a l'avantage d'éliminer le facteur constant indéterminé qui intervient dans l'expression de l'utilité  $V = f(U)$  si les biens sont considérés comme indépendants.

Dans ce cas, la flexibilité de la monnaie peut être considérée comme indépendante de la personnalité du consommateur.

Par exemple, aux États-Unis, quand le revenu varie de 2,40 dollars à 6,50 dollars, le degré final d'utilité  $\omega(\rho)$  décroît de 10,00 à 6,72. Quant à la flexibilité, elle ne varie que de 0,6 à 0,3 tandis que pour Paris elle n'est jamais inférieure à 1. Ceci marque une différence très appréciable dans le niveau d'existence des populations qui ont fait l'objet des recensements (1).

Pour faire image, nous pourrions dire que ces notions abstraites répondent à l'idée scientifique de ce que le langage populaire appelle l'avidité. Il est bien certain que l'avidité d'un homme assoiffé décroît au fur et à mesure de sa satisfaction physiologique et que cette avidité s'atténue jusqu'à devenir nulle quand il est satisfait à satiété. Quand ces notions seront enseignées et mieux connues, il est à prévoir qu'elles seront, comme en mécanique rationnelle susceptibles d'application pratique.

En particulier, l'étude des marchés potentiels qui intervient dans les problèmes de distribution pourrait faire l'objet d'investigations scientifiques sur les possibilités d'absorption, en faisant appel, soit à l'utilité finale, soit à la flexibilité de la monnaie.

Dans le domaine de la rémunération du personnel, ces mêmes notions, associées à la courbe d'effort de l'ouvrier au travail, permettraient probablement de compléter d'une manière concrète la théorie du salaire et en particulier du salaire à la prime.

La progressivité arbitraire des impôts directs pourrait aussi tenir compte de l'utilité finale du revenu en cherchant à rendre égale pour tous la diminution d'utilité qui résulte de l'application de l'impôt.

(1) Les données numériques sont extraites des cours professés par M. Roy, à l'Institut de Statistique, et qui ont été recueillis dans le fascicule n° 1 des « Éléments d'Econométrie » publiés au Centre de Documentation Universitaire, 5, place de la Sorbonne, Paris.

Quant à la théorie de l'indice individuel, on pourrait prévoir sa transposition dans le domaine industriel pour définir correctement l'unité complexe « *quantité de revient* » (vecteur Q) d'un poste de travail, en la décomposant en cinq facteurs :

Travail humain,  
Énergie mécanique,  
Matières consommées,  
Matériel usé,  
Surface occupée.

Une unité analogue, à quatre facteurs, a déjà été proposée intuitivement sous le terme de « Caudron », par M. Caudron ingénieur de la Société Bedaux (1). La conception d'indice, appliquée aux « quantités de revient » et aux « prix de revient » serait d'un grand intérêt dans l'industrie comme instrument de contrôle de direction à la fois précis et extrêmement simple utilisable à tous les échelons de la production depuis le poste de travail jusqu'à l'échelon professionnel.

Nous ne faisons que signaler quelques applications possibles dans le domaine de l'économétrie que nous ont suggéré la lecture de cet ouvrage qui reste dans la plus pure tradition de nos économistes français, par la concision, la rigueur de l'analyse scientifique et l'esprit de finesse qui marque toutes ces pages.

Robert HÉNON.

\*  
\* \*

*Service national des Statistiques, Statistique générale · Annuaire statistique abrégé* 1 vol. 234 pages. Paris, Imprimerie Nationale, 1943. Prix : 30 francs.

Dans la préface de ce petit volume, M. H. Bunle, directeur de la Statistique générale au S. N. S. veut bien rappeler que, dès 1935, l'ancienne Statistique générale de la France avait formé le projet de publier un petit Annuaire statistique, plus maniable et moins coûteux que le volumineux *Annuaire statistique de la France* et pouvant, par suite, recevoir une plus large diffusion dans le public. Que l'on veuille bien m'excuser de rappeler ici ce souvenir personnel : ce petit volume représente pour moi la réalisation d'un projet longtemps caressé, qui ne put aboutir faute de crédit. Celui que je pouvais avoir auprès des dispensateurs de la manne officielle ne suffit point à les persuader que la menue dépense à engager serait largement compensée par les services rendus à de nombreux usagers et par les produits de la vente, qui seraient d'autant plus substantiels qu'un prix peu élevé permettrait d'atteindre un plus nombreux public. L'œuvre impossible à une époque de facilité et de prospérité relatives vient de naître en des temps difficiles et c'est pourquoi ma joie devant ce nouveau-né est teintée de quelque mélancolie.

D'autres pays ont publié, avant la France, des petits Annuaires statistiques : l'Italie depuis 1927, la Pologne depuis 1929, la Roumanie depuis 1938, etc. J'ai eu l'occasion de donner un compte-rendu de ces publications dans le *Journal de la Société de Statistique* de mars 1940.

Comme ses devanciers, l'*Annuaire statistique abrégé* de la France est de petit format, le nombre de pages est limité, le plan général est celui de l'*Annuaire statistique*. Mais, au lieu de présenter séparément les données annuelles les plus récentes et les tableaux rétrospectifs plus sommaires remontant aussi loin que possible dans le passé, on a groupé, pour chaque matière, les chiffres de la dernière année connue avec ceux de quelques années antérieures.

Non seulement les tableaux sont accompagnés de notes presque aussi abondantes que dans le gros Annuaire, mais, chaque catégorie de renseignements numériques est précédée d'une notice, s'étendant sur une page ou plus, et donnant les explications nécessaires pour une parfaite compréhension des chiffres cités. La consultation du volume est ainsi grandement facilitée pour l'utilisateur moyen qui n'est naturellement pas toujours très au courant de toutes les questions si variées, traitées dans l'Annuaire.

Il ne paraît pas utile de donner une nomenclature détaillée des tableaux de l'*Annuaire statistique abrégé* : disons seulement qu'aucun des sujets importants qui peuvent être réduits en chiffres, n'a été négligé. Il est divisé en sept parties : 1. Climatologie ; 2. Territoire et population, état des personnes (état et mouvement de la population, état sanitaire, assistance, justice, associations, etc.) ; 3. Production et mouvement économique (agriculture, industrie, commerce, transports, monnaie, crédit, banque) ; 4. Revenus et consommations (propriétés et revenus, salaires, épargne, assurances, mutualité) ; 5. Gouvernement et administration (finances publiques) ; 6. Colonies et protectorats ; 7. Principaux indices économiques.

---

(1) La Société Bedaux groupe des ingénieurs-conseils, spécialistes de l'organisation scientifique du travail.

Par son contenu, le petit Annuaire français ne le cède en rien aux publications analogues, de l'étranger; il fait le plus grand honneur à la Statistique française, à M. Moreau-Nérets ancien Secrétaire général au ministère des Finances qui a fait accorder les crédits nécessaires, à M. Carmille, directeur général du S. N. S qui a facilité ce travail, à M. Bunle et à ses collaborateurs qui l'ont exécuté.

Peut-être aurait-on pu souhaiter une présentation un peu plus élégante, rappelant celle des petits annuaires italiens ou polonais, un format un peu plus réduit, un papier de meilleure qualité, une reliure plus soignée. Mais, il suffit d'évoquer les graves difficultés du moment, pour s'excuser de signaler ces menues imperfections, qui disparaîtront dans les éditions suivantes, dès que l'industrie du livre aura retrouvé des conditions meilleures.

Tel qu'il est l'*Annuaire statistique abrégé* vient combler une importante lacune de la documentation statistique générale dans notre pays. Il est certain que cette initiative heureuse rencontrera un franc et rapide succès. Que l'on songe aux nombreuses catégories d'utilisateurs éventuels : industriels, commerçants, professeurs, instituteurs, etc., dont les besoins sont dépassés par le gros Annuaire statistique, encombrant et coûteux. Ils en trouveront le suc et la substantifique moelle dans ce petit volume auquel il faut souhaiter la plus large diffusion.

Michel HUBER.

\*  
\* \*

*Le contrôle de l'État sur les sociétés d'assurances*, par Jean FOURASTIÉ, professeur adjoint chargé de cours au Conservatoire national des Arts et Métiers. 3<sup>e</sup> édition. Librairie Dalloz, 1944.

Les deux premières éditions de cet ouvrage avaient paru en 1938, avant la promulgation du décret-loi du 14 juin 1938 et du Règlement d'administration publique du 31 décembre 1938, qui ont étendu, codifié et profondément remanié le régime légal des sociétés d'assurances privées en France. Cette œuvre législative, d'une ampleur sans précédent dans notre pays, avait été analysée en 1941 par M. Fourastié, dans un volume actuellement épuisé : *Le nouveau régime juridique et technique de l'assurance en France*.

Aujourd'hui, M. Fourastié nous donne une troisième édition de son premier ouvrage, entièrement revue et mise au courant de la législation la plus récente, mais dont le plan général n'a pas été modifié.

Après une étude introductive des caractères généraux du contrôle de l'État sur les sociétés en France et sur les sociétés d'assurances à l'étranger et en France, il comporte, tout d'abord, une étude générale du régime légal des sociétés d'assurances privées dans notre pays. Le corps de l'ouvrage est divisé ensuite en trois parties, dont la première est consacrée aux règles relatives à la constitution des sociétés.

Dans la deuxième partie, de beaucoup la plus importante, l'auteur examine les règles qui président au fonctionnement normal d'une société : règles financières et comptables ayant plus spécialement pour objet de garantir la solvabilité de l'assureur, et règles juridiques et administratives, qui ont pour but principal la moralité de l'assurance. Pour dégager ces règles financières et comptables, M. Fourastié étudie, poste par poste, le passif, puis l'actif du bilan. Ce mode de présentation s'imposait tout naturellement à l'esprit de l'auteur, dont l'enseignement et les études sur la comptabilité des assurances, la comptabilité générale et le plan comptable font déjà autorité. Aussi bien, quoique les règles de contrôle du fonctionnement financier des sociétés d'assurances ne soient pas toutes d'ordre comptable, il est commode et instructif de les étudier dans le cadre du bilan annuel. M. Fourastié remarque d'ailleurs que le contrôle de l'État a pour tâche fondamentale d'imposer une comptabilité correcte, c'est-à-dire sincère, exacte et claire.

On lira avec un intérêt tout particulier les pages où M. Fourastié traite du calcul des réserves en utilisant concurremment la conception rétrospective ou comptable, et la conception prospective ou statistique. Il s'agit bien, en effet, et l'auteur ne manque pas d'y insister, non seulement de deux méthodes de calcul, mais de deux conceptions fondamentales du jeu des réserves : ainsi la distinction essentielle et féconde entre méthode rétrospective et méthode prospective apparaît clairement comme étant d'ordre économique et non seulement d'ordre mathématique ou actuariel.

La troisième partie de l'ouvrage est consacrée à la dissolution des sociétés d'assurances. Elle souligne les inconvénients de la législation en vigueur en 1937 et les avantages de la procédure de liquidation créée par le décret-loi du 14 juin 1938, procédure toute particulière à l'assurance et fixée en considération des caractéristiques techniques des contrats, de façon à sauvegarder, de la façon la plus efficace, les droits des assurés.

Dans sa conclusion, l'auteur insiste sur le fait que le régime légal actuel des assurances privées est l'œuvre de la Direction des Assurances au ministère de l'Économie nationale et des Finances. Celle-ci s'est donné pour mission de veiller au développement rationnel de l'assurance française, qu'elle considère comme un service public : sa tradition, déjà ancienne, est donc orientée vers la défense de l'intérêt général et le perfectionnement de l'assurance privée.

Avec sa netteté de vues habituelle, M. Fourastié dégage d'une documentation précise et complète l'unité doctrinale du nouveau statut légal des sociétés d'assurances qui, pour

harmoniser les situations juridiques et les mécanismes techniques, a créé en France un véritable droit autonome des assurances. M. Fourastié, observateur attentif et censeur vigilant de l'assurance privée, souhaite que celle-ci, de sa libre initiative, se développe et joue un rôle accru dans l'économie du pays. Nous nous permettrons de remarquer qu'il faudrait pour cela apporter quelques assouplissements à un statut légal parfois un peu strict et surtout doter enfin l'assurance privée d'un statut fiscal compatible avec son statut légal et qui ne s'oppose plus systématiquement à l'expansion de cette belle industrie.

Pierre OLGIATI.

\*  
\* \*

*Recueil des statistiques scolaires et professionnelles de 1936 à 1942.* Bureau Universitaire de statistique. — Paris, Office de publicité générale (1943). In-8, 250 pages, tableaux, cartes et graphiques.

Le Bureau universitaire de Statistique (BUS) a été créé en 1933 par l'Union nationale des Associations générales d'étudiants de France, la Confédération des travailleurs intellectuels, l'Institut national d'Orientation professionnelle et la Fédération des Associations de parents d'élèves des lycées et collèges; son objet était de parer au chômage des intellectuels en fournissant aux jeunes gens tous renseignements pour les aider à trouver la carrière qui leur convienne et une carrière qui ne soit pas encombrée. Grâce à l'activité de son directeur, M. A. Rosier, non seulement il mit rapidement sur pied une ample documentation, mais il organisa tout un service de centres locaux afin de pouvoir plus aisément atteindre les intéressés.

Le présent volume montre le profit que l'on peut tirer des données statistiques qu'il réunit judicieusement. On y voit, par exemple, comment les événements influent sur le nombre des jeunes gens qui peuvent suivre les cours des Universités. Un graphique (p. 7) montre que les étudiants qui étaient 33.770 en 1910 n'étaient plus que 7.178 en 1915 au cours de la guerre, que leur nombre s'est élevé ensuite jusqu'à atteindre 52.508, puis a diminué durant les années suivantes en raison des classes creuses et de la crise qui réduisait les ressources pécuniaires de leurs parents. La courbe des diplômes de docteur décernés aux jeunes médecins (p. 8) présente des flèches qui, au premier abord, paraissent surprenantes mais qui s'expliquent aisément à la réflexion; alors qu'en 1915, il n'est délivré que 264 diplômes, l'année 1920 en voit délivrer 2.378, bond qui paraît énorme mais qui se comprend quand on pense au nombre des étudiants dont les études ont été retardées et interrompues et qui se sont présentés tous ensemble devant la Faculté pour obtenir le certificat leur permettant d'exercer. Un boom analogue s'est produit en 1939; il s'agissait alors d'étudiants qui se hâtèrent de prendre leur diplôme, de peur d'être retardés par les hostilités qu'on prévoyait prochaines.

Les cartes qui font voir la répartition des étudiants entre les départements, d'après leur lieu de naissance, sont très suggestives. On y voit que les départements qui ont produit le moins d'étudiants sont les Basses-Alpes (143), les Hautes-Alpes (172), la Haute-Marne (189) et la Nièvre (197); mais si au lieu de se servir des chiffres bruts, on eût utilisé le pourcentage des étudiants par rapport au nombre des habitants du département, on constaterait que le département qui a relativement produit le moins d'étudiants est l'Aisne : 1 pour 1.688, puis vient le Pas-de-Calais : 1 pour 1.535; le Nord en a 1 pour 888; la Seine : 1 pour 466; le Rhône et les Bouches-du-Rhône : 1 pour 460; la Gironde : 1 pour 334; la Haute-Garonne : 1 pour 231 habitants.

Le total des élèves de l'enseignement primaire élémentaire est, en 1938-1939, dernière année normale, de 5.753.865, celui des écoles primaires supérieures de 113.302, et celui des écoles nationales professionnelles de 10.067. On est surpris du nombre énorme des jeunes gens qui arrêtent leur instruction dès le brevet élémentaire. Le fait explique le manque de technicité de la main-d'œuvre en France.

Les tableaux relatifs aux professions de médecin, de dentiste, de pharmacien, de sage-femme et d'avocat ne présentent pas un moindre intérêt. On constate que c'est le département des Ardennes qui est le plus mal partagé au point de vue des secours médicaux et pharmaceutiques; il compte 1 médecin pour 3.350 habitants; 1 dentiste pour 16.975 et 1 pharmacien pour 7.210. Le Nord vient tout de suite après avec 1 médecin pour 3.300 habitants; 1 dentiste pour 16.000 et 1 pharmacien pour 6.000 clients. Les départements les mieux partagés sont la Seine : 1 médecin pour 825 habitants; 1 dentiste pour 1.850 et 1 pharmacien pour 2.030, et les Alpes-Maritimes qui se place immédiatement après.

De pareilles indications sont extrêmement précieuses pour les jeunes gens qui cherchent à s'installer; aussi ne saurait-on trop souhaiter que le BUS soit mis à même de poursuivre ses enquêtes et ait toutes facilités pour les publier. L'avenir de notre jeunesse dépend des renseignements qu'il peut leur fournir.

HENRI LEMAITRE.

---

*Le Gérant : R. WALTHER.*

---